

PRENUMERATA

w Paryżu i na prowincji:

KWARTALNIE..... 8 fr.
 PÓLROZNIENIE..... 16 fr.
 ROCZNIK..... 30 fr.

Zagranicą :

ROCZNIK..... 32 fr.

TELEFON :

TRUDAINE 61.42

POLONIA

REVUE HEBDOMADAIRE POLONAISE

PARAISANT CHAQUE SAMEDI

ABONNEMENTS

Paris et Départements :

TROIS MOIS..... 8 fr.
 SIX MOIS..... 16 fr.
 UN AN..... 30 fr.

Etranger :

UN AN..... 32 fr.

TÉLÉPHONE :

TRUDAINE 61.42

REDAKCJA I ADMINISTRACJA — 3^{bis}, rue La Bruyère, 3^{bis} — RÉDACTION ET ADMINISTRATION

Les Marécages de Prusse et le temps qu'il fait sur le Rhin

Le Temps écrivait ces jours-ci :

« Le principe fondamental du *junkertum* prussien est de s'appuyer sur la Russie. En se concertant avec les Bolchevistes contre la Pologne, par exemple, les militaires de Berlin ou de Königsberg suivent exactement la même méthode que Bismarck lorsqu'il négociait la convention Alvensleben avec le tsar Alexandre II. Et de nos jours ce n'est pas seulement contre la Pologne ou bien contre la France qu'une coopération russo-prussienne serait dirigée. Ce serait aussi contre l'Angleterre même. »

Il est bien fâcheux que l'on en soit encore, un an et demi après l'armistice, à être obligé de rappeler à la Grande-Bretagne des évidences aussi banales. Si elles avaient été comprises à Londres en temps opportun, nous ne serions pas aujourd'hui dans la nécessité lamentable de délibérer solennellement sur les voies et moyens d'étayer l'édifice branlant de la paix.

Ce qu'il y a à la racine de tout, c'est l'erreur de la politique insulaire britannique. La diplomatie de Londres passe pour prévoyante. C'est pourtant de sa myopie que nous souffrons. Sa faute capitale a été de prétendre imposer sa conception à elle des problèmes continentaux, ce qui lui a été merveilleusement facilité par les utopies du wilsonisme. Or, elle n'a compris ni l'un ni l'autre des deux grands problèmes actuels : ni le problème russe, ni le problème allemand.

Deux pays, entre tous, ont eu à souffrir de ces méprises : la Pologne et la France, la Pologne dans la période d'élaboration du traité de Versailles, la France dans la période d'application de ce traité. Toutes deux ont été atteintes dans leurs intérêts vitaux respectifs et connexes. La Pologne, qui venait seulement de renaître, a dû s'incliner. La France, qui dispose de tous ses moyens, a pu se permettre de résister. Tous les Polonais ont suivi avec une attention passionnée, le cœur battant, l'affaire de l'occupation de Fran-

fort, parce que ce drame leur a rappelé à tous les humiliations fatales qu'il leur a fallu subir, l'an dernier, par le fait de M. Lloyd George, quand ils étaient blessés, au profit de l'Allemagne, dans leurs droits les plus incontestables sans avoir les moyens, eux, de prendre des gages.

Avant de traiter courtoisement Ludendorff et de laisser les militaires prussiens envahir la Ruhr, l'Angleterre a fait de Dantzig une ville libre et imposé les plébiscites de Haute-Silésie et de Prusse. Tout se tient. La politique polonaise que M. Lloyd George a pratiquée l'an dernier et qu'il a imposée pour ainsi dire de force à l'Entente, c'est la France et la Belgique qui en sont aujourd'hui les victimes. Est-il encore besoin de le prouver? Toutes les complaisances des agents anglais à l'égard des Allemands dans le voisinage de la Pologne, à Dantzig, en Prusse Orientale et ailleurs, se répercutent inévitablement en Occident. Il est clair que si l'on avait fait une juste part à la Pologne quand on l'a reconstituée, on serait aujourd'hui débarrassé de tous les soucis que nous donnent les insupportables ressortissants du *Junkertum*.

Tous les nuages qui viennent crever sur le Rhin se sont formés là-bas, dans les marécages de la Prusse. Que les augustes hommes d'Etat qui délibèrent à San-Remo veuillent bien réfléchir à ce phénomène fort peu compliqué, sans quoi il est à craindre que leur bonne volonté se dépense en vain. Si nous ne voulons pas d'orage du côté d'Essen et de Francfort, il faut assécher les marécages de la vieille Prusse, toutes ces méphitiques terres basses qui s'étendent de l'Elbe au Niemen et où pullule le damné chiendent du prussianisme. Le désarmement de l'Allemagne ne sera qu'un mot tant qu'on n'aura pas fait cette besogne. Il y a bien longtemps que l'on comprend cela à Paris et à Varsovie. Souhaitons qu'à Londres, on arrive enfin à s'en rendre compte.

HENRI GRAPPIN.

Il n'est pas indifférent pour la Pologne que le plébiscite en Prusse Orientale ait lieu dans deux mois ou dans un an. Il importe au contraire que la population du pays mazouze ait le temps d'oublier un peu le joug prussien et d'acquérir la liberté d'esprit nécessaire pour émettre un vote éclairé.

Depuis des siècles, les Polonais de Mazourie sont soumis à l'influence, à la civilisation, à l'autorité, à la domination prussiennes. Beaucoup d'entre eux, tout en parlant le polonais, tout en sachant bien qu'ils ne sont pas allemands, n'ont pas encore les lumières suffisantes pour bien comprendre ce que le plébiscite va leur demander.

Les Polonais de Mazourie sont généralement des campagnards et l'on peut dire que la plupart des campagnards sont Polonais. Par contre, dans les villes comme Olsztyn (Allenstein), Szczytno (Ortelsburg), Ostród (Osterode), Olecko (Marggrabowo), Lec (Loetzen), etc., les immigrés allemands sont venus en grand nombre, surtout depuis trente ans. Sous leur influence, beaucoup de citoyens polonais se sont dits allemands, ou bien se sont laissés inscrire comme allemands, sous prétexte qu'ils parlent *habituellement* l'allemand.

Les commerçants des villes, les employés, les fonctionnaires, et ceux-là même qui occupent des charges plus ou moins rattachées à l'autorité gouvernementale, sont obligés de s'avouer allemands puisqu'ils ne peuvent contester qu'ils parlent l'allemand d'habitude, dans les relations de la vie courante.

Il n'y a donc de foncièrement polonais que la campagne mazouze. Mais cette campagne augmente peu en population et, d'autre part, elle est soumise à l'influence de nombreux agents de germanisation.

Dans l'ensemble du pays, la population s'accroît lentement. Elle est passée dans toute la Prusse Orientale, de 1.822.000 habitants en 1870, à 2.064.000 en 1910; c'est la plus faible augmentation constatée dans tout le royaume de Prusse.

La natalité, à vrai dire, est bien supérieure à ce qu'elle est en France; mais elle est inférieure à celle des autres provinces d'Allemagne (Berlin excepté).

L'émigration des habitants vers l'Allemagne centrale contribue aussi à ralentir l'accroissement normal de la population en Prusse Orientale.

Dans le territoire soumis au plébiscite (Mazourie) et qui comprend la régence d'Allenstein avec le district d'Olecko (Marggrabowo) emprunté à la Régence de Gumbinnen, la population s'élève à peine à 600.000 âmes (dont 550.000 pour la régence d'Allenstein).

Or, les statistiques allemandes de 1910 prétendent que dans cette régence d'Allenstein 274.000 personnes parlaient l'allemand et seulement 73.000 le polonais. En outre, 12.000 parlaient les deux langues.

A première vue, on pourrait croire que l'élé-

Le Plébiscite en Prusse Orientale

Une dépêche de Berlin annonçait récemment que le plébiscite, en Prusse Orientale (Mazourie), se prépare dès maintenant, que les organisations électorales seront prêtes ce mois-ci, et que le vote aura lieu à la fin de juin.

On sait que d'après le traité de Versailles, le plébiscite en Haute-Silésie ne peut avoir lieu que six mois au plus tôt, après l'installation dans la province de la commission internationale remplaçant les autorités prussiennes, et au plus tard dix-huit mois après cette installation.

La date la plus rapprochée pour le plébiscite en Haute-Silésie serait donc la fin d'août 1920.

Dès lors, comment se fait-il que le plébiscite puisse être prévu en Mazourie pour la fin de juin?

A vrai dire, le traité ne fixe pas de date pour ce plébiscite; mais comme dans le texte du traité, les dispositions relatives à la Prusse Orientale viennent après les articles consacrés au plébiscite en Haute-Silésie, on pourrait croire que toutes les prescriptions que renferment ces articles s'appliquent aussi à la Mazourie.

ment germanique l'emporte d'une façon écrasante sur l'élément polonais. Mais ce n'est qu'une apparence. La statistique et la sophistication allemandes excellent à produire ces apparences.

La Régence d'Allenstein comptait, en 1910, (statistique allemande) 543.000 habitants. Or 274.000 parlaient l'allemand, 73.000 le polonais, 12.000 le polonais et l'allemand, soit en tout 359.000 habitants. Mais quelle langue parlaient donc les 184.000 habitants de Mazourie qui ne figurent pas dans cette statistique des langues ?

Ils parlaient le *mazouze*, c'est-à-dire un dialecte polonais, une langue polonaise quelque peu archaïque et rustique, dont les savantesses allemandes, aussi déloyaux qu'ingénieux, ont voulu faire une langue différente du polonais.

En réalité, la Régence d'Allenstein compte 269.000 habitants qui parlent le polonais, contre 274.000 qui parlent l'allemand. Il y a donc une petite majorité pour la langue allemande. Mais ceci ne veut pas dire que les habitants de la Mazourie soient en majorité allemands.

Quand on voit des gens qui s'appellent Zaleski, Dombrowski, Gradowski comptés parmi les habitants de langue allemande ; mais que d'autre part, on voit que ces mêmes gens connaissent le polonais et que la prudence seule les empêche de le parler habituellement, on ne peut véritablement compter ces citoyens au nombre des Allemands.

La statistique des villes se trouve faussée par le fait de considérer comme allemands toutes les personnes parlant généralement cette langue. Quant à la statistique des campagnes, elle est également faussée par l'influence des pasteurs luthériens, presque tous allemands, et qui incitent la population à se dire allemande ou à se laisser inscrire comme allemande.

Beaucoup de paysans n'ont pas osé déclarer qu'ils parlent polonais, parce que des agents allemands leur ont dit que leur dialecte mazourien n'est pas polonais. Par timidité ou par ignorance, ils se sont crus en dehors de la famille polonaise.

On l'a bien vu, lorsqu'avant la guerre, des patriotes polonais de Posnanie proposèrent à des délégués mazouriens de faire des conférences de propagande en Prusse Orientale.

— Nos paysans ne vous comprendront pas ! disaient des Mazouriens.

— Comment parlent-ils, vos paysans ?

— Ils parlent comme nous.

— Mais vous nous comprenez fort bien et nous vous comprenons également !

Il n'en faudrait pas moins une sérieuse propagande en Mazourie, pour encourager et pour réveiller les sentiments polonais du pays. Si le plébiscite avait lieu au mois de juin, cette propagande serait-elle suffisante ?

Un officier français qui a visité le pays pendant plusieurs semaines l'hiver dernier, nous disait qu'en tous lieux, un accueil chaleureux lui a été fait. A Allenstein, ville de beaucoup la plus importante de la Mazourie et dans laquelle les éléments germanisateurs ont été accumulés, sa présence ne fut pas remarquée. Mais dans les petites villes de districts et dans les campagnes, la population polonaise se montra enthousiaste à son égard. Il avait le sentiment de se trouver en véritable pays polonais.

Il est regrettable qu'à l'exemple de la Haute-Silésie, l'occupation de la Mazourie ne soit pas assurée par des troupes françaises, mais par des Anglais et des Italiens.

Il serait regrettable aussi que le plébiscite s'accomplît en Mazourie plutôt qu'en Haute-Silésie.

D'autre part, l'appui insuffisant que le commissaire anglais, Sir Reginald Tower, prête aux intérêts polonais à Dantzig, n'est pas fait pour

influencer heureusement les populations des quatre districts de Prusse occidentale qui doivent eux aussi procéder à un plébiscite.

Si le plébiscite dans ces districts était favorable à la Pologne, les populations polonaises de Mazourie s'en trouveraient raffermies dans leurs sentiments patriotiques.

Elles en ont d'autant plus besoin, que le traité de Versailles a décidé que tous les individus, nés en Mazourie et qui sont maintenant dispersés en Allemagne, auront le droit de participer au plébiscite de Prusse orientale. Cette mesure avantage les Allemands comme elle les a avantagés dans le Slesvig lors du dernier plébiscite.

GEORGES BIENAIMÉ.

Le cataclysme économique en Russie

On se rappelle que M. Lloyd George, séduit par l'appât des prétendues richesses agricoles de la Russie, avait amorcé la reprise des relations commerciales avec les Soviets, en entraînant dans son sillon presque toute la diplomatie de l'Entente.

C'est en vain que les milieux possédant la notion exacte de l'état actuel de la Russie ont multiplié les avertissements en déclarant que trois ans de révolution ont réduit à zéro la capacité de production et d'exportation russes. M. Lloyd George ne voulait rien savoir. Cependant, il finira bien par se rendre à l'évidence. En effet, les dernières confidences des agents bolchevistes à Copenhague et à Stockholm équivalent à un aveu à peine voilé de l'état catastrophique dans lequel est tombée la Russie sous le régime des Soviets. Les villes russes ont faim ; la moitié des terres gisent incultes et le moujik, méfiant, garde pour lui le peu de blé qu'il consent à produire. Pour tirer des campagnes russes les milliards de pouds de blé que les agents bolchevistes ont fait miroiter aux yeux de M. Lloyd George, il faudrait étendre sur toute la Russie un réseau d'inquisition agraire doublé d'un système de terreur féroce, d'expéditions pénales, etc. Cet immense effort risquerait, d'ailleurs, de rester stérile étant donné l'état de délabrement inouï dans lequel se trouve le réseau ferré russe ainsi que l'état non moins lamentable de la production houillère. Or, les voies ferrées et le charbon sont deux éléments nécessaires de toute production et d'exportation. A moins que les puissances alliées ne se décident à remettre à neuf le système ferroviaire russe ainsi que les mines du Don, la Russie ne pourra exporter que ses agents de propagande et les liasses de faux billets de banque anglais et français. Voici, d'après une personne compétente, les données exactes concernant l'extraction de la houille en Russie vers la fin de 1919. A l'heure actuelle cet état de choses est devenu plus sombre encore.

Ecole de plébiscites

Slesvig et Prusse Orientale

La conférence des ambassadeurs va s'occuper à San Remo de la question des plébiscites en Prusse Orientale où la commission interalliée se trouve débordée et s'avoue incapable de faire respecter les clauses du traité.

Le Journal «Dziennik Powszechny», paraissant à Varsovie, compare les conditions du plébiscite au Slesvig avec l'état de choses existant en Prusse Orientale où l'administration et la milice allemandes continuent à fonctionner et redoublent même de violence envers la population polonaise.

Il en fut autrement au Slesvig. Déjà le 12 février les troupes allemandes, suivies par le corps des fonctionnaires, ont commencé à évacuer le pays. La commission interalliée a confié l'administration locale à des personnes recommandées par le gouvernement danois.

En même temps était entrée en fonctions la gendarmerie formée d'éléments locaux et portant les uniformes danois avec des brassards aux insignes de la Commission. Pendant toute la période préparatoire, l'administration était bilingue. Les dou-

niers allemands ont été remplacés par la police slesvicoise. Le 29 février, a été créé le Conseil d'approvisionnement présidé par le secrétaire de l'office danois du blé. Le Conseil d'approvisionnement a assuré au pays le stock nécessaire de vivres et de charbon et a fixé les prix des objets de première nécessité.

La Commission interalliée a rigoureusement veillé à ce que les employés allemands restés dans le pays, ainsi que le personnel des postes, soient tenus à l'écart de la campagne électorale où ils pourraient être tentés à abuser de leur situation. C'est ainsi que les choses s'étaient passées au Slesvig. En Prusse Orientale la population espérait de la Commission interalliée, des mesures analogues ; il n'en fut rien. Finalement, le gouvernement de Varsovie s'est vu obligé à protester auprès de la conférence des ambassadeurs contre les conditions singulières dans lesquelles la Commission anglo-italienne a fixé au 27 juin la date du plébiscite sans qu'aucune mesure d'ordre et de nécessité fût assurée conformément au traité.

DEUX POLITIQUES ANGLAISES

L'attitude de l'Angleterre à l'égard de la Pologne a traversé plusieurs phases au cours des événements qui se sont succédés dans la renaissance de ce pays. Confinée au début dans l'expectative, la Grande-Bretagne a adhéré dans la suite à la politique de la France, sans se départir néanmoins de la réserve qu'elle avait adoptée à l'égard de la Pologne. Les décisions prises au sujet de Dantzig en sont une des conséquences visibles.

Aujourd'hui, deux courants se manifestent dans l'opinion anglaise. Les radicaux ainsi que les milieux du Labour Party se désintéressent ouvertement de la Pologne. Les déclarations de Lloyd George conseillant franchement aux Polonais de faire la paix avec les Soviets et annonçant que la Pologne ne pouvait plus compter désormais sur l'aide de l'Angleterre ont produit à Varsovie une impression plus que pénible. Puis, le *Daily Herald*, se faisant l'écho des bruits tendancieux lancés par la propagande bolcheviste, est venu accuser la Pologne de tendre à devenir le facteur principal d'un nouvel impérialisme slave.

Une autre partie de l'opinion anglaise manifeste au contraire un grand intérêt aux affaires polonaises. Elle se rend parfaitement compte du rôle que la Pologne est appelée à jouer dans l'équilibre européen. On ne se tromperait pas en affirmant que c'est justement la crainte de la renaissance de l'impérialisme russe qui pousse cette partie de la nation anglaise à chercher à lui opposer une forte Pologne. On se rend parfaitement compte, dans les milieux anglais auxquels le *Times* et le *Morning Post* servent de porte-paroles, que le caractère démocratique de la constitution polonaise et l'esprit même du peuple polonais présentent des garanties sûres contre l'infiltration des idées bolchevistes. La Pologne apparaît à cette partie de la nation anglaise dans toute la force de sa vitalité.

Bien que ce soit au concours des Alliés qu'elle doive sa délivrance du joug allemand et autrichien, c'est par ses propres moyens qu'elle a rejeté hors de ses frontières l'invasisseur bolcheviste et qu'elle repousse chaque jour victorieusement les attaques acharnées de l'armée rouge. Mais la Pologne ne se laisse pas enivrer par ses succès.

Elle ne se laisse pas aller à des appétits annexionnistes. Dans un de ses récents articles, le correspondant varsovien de la *Morning Post* déclare carrément : « Nous ne devons pas oublier

que la Pologne n'a pas de désirs de conquêtes. » Les Polonais ne pensent nullement soumettre à leur domination des territoires russes. Ils ne tiennent qu'à ceux où il y a des Polonais. Aussi insistent-ils dans leurs conditions de paix sur la nécessité de voir leur sol nettoyé complètement de la présence d'un ennemi toujours redoutable. La paix ne sera possible et durable que si cet ennemi ne présente aucun danger direct ni indirect pour la Pologne. Le correspondant de la *Morning Post* s'en reporte à cette occasion à l'exemple de ce qui s'est passé en France à la signature de l'armistice. Pouvait-il y être question de pourparlers de paix avant que les Allemands n'aient évacué le sol français y compris l'Alsace et la Lorraine? De même la Pologne. Tant que l'ennemi menace ses frontières, tant qu'il tente par tous les moyens d'y pénétrer, elle ne consentira pas à suspendre les hostilités. Les négociations de paix que, tout en lançant chaque jour à l'assaut du front polonais de nouvelles divisions, proposent d'entamer les Bolcheviks peuvent facilement être un piège tendu à la Pologne. En refusant l'armistice, le gouvernement polonais ne s'y laisse pas prendre.

A DANTZIG

Les *Dantziger Neueste Nachrichten*, journal le plus répandu de Dantzig, attache une grande importance à l'organisation de l'Association économique polono-dantzigoise dont le but est d'assurer les relations commerciales normales entre la ville libre et la République de Pologne. Le journal dantzigois constate que l'inauguration de cette Association pose le premier jalon du rapprochement polono-dantzigois. Cependant en marge de la population de Dantzig agissent des éléments militaires et pangermanistes de Dantzig demeurant en contact direct avec Berlin et dont le mot d'ordre est le rattachement de Dantzig à l'Empire allemand reconstitué.

Les agissements, ouvertement patronnés par la municipalité, ont fini par mécontenter Sir Reginald Tower, haut commissaire de l'Entente, lequel s'était montré, au début de ses fonctions, sans méfiance envers ces milieux étrangers à la ville libre de Dantzig. Dans une interview retentissante que vient de publier la revue dantzigoise *Die Brücke*, le haut commissaire se plaint des obstacles que la municipalité dantzigoise oppose à l'organisation de l'Etat libre et au règlement des questions économiques vitales. Sir Reginald Tower remarque, en outre, que la politique d'obstruction à laquelle s'obstine le Conseil municipal risque de rendre impossible la tâche du haut commissaire et de remettre en question l'existence même de l'Etat libre de Dantzig. La déclaration du haut commissaire est vivement commentée dans les milieux allemands qui généralement désapprouvent l'attitude du bourgmestre Sahn et du parti militaire.

Les complications qui ne cessent de surgir à Dantzig et qui rendent les fonctions de ministre-résident de Pologne extrêmement difficiles, ont obligé le gouvernement de Varsovie à confier cet important poste diplomatique au comte Adam Tarnowski, ancien ambassadeur de Pologne.

Les troupes allemandes de *Sicherheitspolizei* agissant sur le terrain de la ville libre de Dantzig et entretenues par l'Allemagne ont trouvé un moyen singulier d'augmenter leurs ressources en armement. Elles se jettent sur les militaires polonais rencontrés dans les rues et les désarment de force. Des incidents sanglants se produisent chaque jour, et dernièrement deux soldats polonais furent tués sur place par la *Sicherheitspolizei* tandis que deux autres, grièvement blessés, sont dans un état désespéré. Le *Dziennik Gdanski* écrit à ce sujet : « Sur le territoire de la ville libre de Dantzig les troupes allemandes ont le droit non seulement de porter les armes, mais encore d'assassiner des passants inoffensifs; par contre, non seulement les soldats mais même les officiers polonais sont désarmés au milieu de la rue et en plein jour, ce qui est absolument inouï car même des officiers se trouvant dans un Etat ennemi ont le droit de porter leur épée. Cependant sir Reginald Tower qui réside à Dantzig au nom de la Ligue des Nations tolère la présence à Dantzig de troupes stipendiées par l'Allemagne et leur permet encore d'accomplir des actes de brutalité que la Ligue des Nations serait la première à réprimer si elle en avait la connaissance. L'ordre de désarmer les militaires polonais qu'a rendu le haut-commissaire anglais, alors qu'il autorise la soldatesque prussienne à porter les armes, est non seulement une offense faite à la Pologne, mais doit forcément entraîner une recrudescence de brutalité de la part des troupes allemandes dont l'attitude est déjà assez provocante et intolérable. »

UN CHIFFON DE PAPIER ?

La revue *Bellona*, organe du Ministère de la Guerre polonais, publie les détails suivants sur la nouvelle organisation militaire du Reich fonctionnant à partir du 31 mars 1920 :

Le Ministère de la Défense de l'Empire centralise à Berlin quatre « groupes de commandement » dont le 1^{er} (Berlin) embrasse le centre et le sud-est du Reich, le 2^e (Kassel) les Etats de l'ouest, le 3^e (Kolberg) le littoral ballique et le 4^e (Munich) la Bavière et le Bade.

L'Empire tout entier est divisé en sept rayons (*Wohrkreis*) comportant 7 corps d'armée camouflés en « divisions », c'est-à-dire 20 brigades d'infanterie ou 43 régiments forts de 4 bataillons. Chaque bataillon compte 3 compagnies de ligne et une compagnie de mitrailleuses.

La cavalerie est forte de 24 régiments à 3 escadrons et 1 détachement de mitrailleuses montées. L'artillerie a 20 brigades à 3 batteries de campagne, et plusieurs batteries de lance-mines, d'auto-cannons, de canons de montagne, de ballons fixes, etc. Il y a en outre 21 bataillons du génie, 20 compagnies cyclistes, 20 compagnies de projecteurs, 40 parcs automobiles, 80 compagnies du train, 20 compagnies des pontons, etc.

Or, le Traité de Versailles a fixé les effectifs allemands à 7 brigades d'infanterie à 3 bataillons et 3 brigades de cavalerie. A l'heure actuelle, le Reich étale sous les yeux des commissions interalliées une armée trois fois plus nombreuse sans compter les formations militaires spéciales qui, sous divers prétextes, se trouvent concentrées sur la frontière polonaise. La nouvelle armée allemande compte des centaines de mille hommes exercés, mis sur pied de guerre et pouvant entrer en action à la suite d'un simple ordre du général Von Seeckt, ancien chef de l'Etat-major du groupe d'armées de Mackensen.

DANS L'EST EUROPÉEN

Les événements d'Allemagne et l'action communiste qui se dessine de plus en plus dans ce pays paraissent avoir stimulé les négociations et les changes de vues entre les nations de l'Europe Orientale libérées par la grande guerre. Les pourparlers de la Pologne avec la délégation roumaine venue à Varsovie ont été suspendus momentanément en raison de la retraite du cabinet de Bucarest. Par contre, les négociations engagées avec la Lettonie comme aussi avec la Finlande approchent rapidement d'une conclusion tout à fait satisfaisante. Les gouvernements de Varsovie et de Riga viennent d'échanger leurs propositions de paix respectives et, après avoir constaté l'identité de leurs intérêts dans leurs relations comme en face de la Russie, ils sont à la veille de signer un accord définitif. Pendant ce temps, une délégation lithuanienne et une délégation tchéco-slovaque sont arrivées simultanément à Moscou. Le nonce apostolique en Pologne, Mgr Ratti, vient de partir pour Riga. Un fait imprévu a été l'arrivée à Varsovie, dernièrement, d'un délégué esthonien chargé de traiter les affaires concernant le gouvernement des Soviets, ce qui donne à penser que l'Esthonie n'a pas trouvé toute satisfaction dans son récent traité avec Moscou. Enfin, on vient de recevoir à Varsovie un nouveau radio de Tchitchérine insistant vivement pour obtenir une réponse à ses propositions de paix.

Au milieu de cette activité générale et fiévreuse de la diplomatie des nations de l'Est, on s'étonne ici que les grandes puissances du

monde, dont le rôle pourrait être si utile, donnent l'impression de se tenir à l'écart et de laisser aller les événements.

BULLETIN

— La solidarité franco-polonaise.

La nouvelle de l'occupation de Francfort par les troupes françaises a été accueillie à Varsovie avec une vive satisfaction. L'opinion publique est unanime à applaudir à cette mesure. L'officier *Kuryer Poranny* constate que c'est l'événement politique le plus important du moment. Il déclare que le gouvernement français avait des raisons sérieuses de réagir de cette manière contre la violation par les Allemands des clauses du Traité de Versailles. On ne peut pas se fier aux Allemands et les mesures les plus énergiques sont dictées par la prudence. Le *Kuryer Warszawski*, l'un des journaux les plus répandus en Pologne, consacre un long article à l'entrée des Français à Francfort. La présence du maréchal Foch sur le Rhin est, dit-il, une garantie sûre que le Traité de paix sera exécuté. En passant des notes diplomatiques aux actes, la France a prouvé que consciente de son droit elle savait le faire respecter.

— « Les Français à Francfort c'est le salut de l'Europe. »

Les journaux de Varsovie qui viennent d'arriver à Paris saluent l'entrée des troupes françaises à Francfort comme un châtement mérité et une cure nécessaire.

L'officier *Przegłond Wieczorny* disait le 10 avril : « Depuis les défaites militaires qu'a infligées aux Allemands le maréchal Foch, jusqu'à l'entrée des Français à Francfort, tout ce qui arrive depuis un an et demi contribue à guérir les Allemands de leur folie de grandeur. C'est une douche froide appliquée sur la tête d'un fou qui se croit surhumain et égal à Dieu. C'est une cure pénible, mais nécessaire. »

Les armées françaises à Francfort et à Darmstadt, en avril 1920, c'est le salut de l'Europe. Car elles apprennent aux Germains qu'ils ne sont que des hommes et doivent subir le châtement de leurs crimes. »

— Les pays baltiques et les Soviets.

On mande de Riga qu'une délégation lettone composée de 25 membres et présidée par le sous-secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères, M. Zeeberg, se rendra le 10 avril à Moscou afin de commercer des pourparlers de paix avec les Bolcheviks. On annonce, d'autre part, qu'une délégation lithuanienne travestie en mission de la Croix-Rouge, a déjà signé à Moscou une convention avec le gouvernement des Soviets relative à l'échange des prisonniers. Ainsi la politique de paix séparée entre les petits Etats baltiques et la Russie, préconisée par certains éléments alliés, commence à donner des résultats plus tôt qu'on ne l'espérait. Il est inutile d'ajouter que ce sont les Bolcheviks qui tirent tous les avantages de cette politique « séparée ».

— Le carrefour lithuanien.

D'après des nouvelles concordantes, les Allemands ont recommencé leurs agissements en Lithuanie dont ils voudraient faire un couloir d'accès vers la Russie des Soviets. Ils disposent à Kovno de puissantes influences auprès de la Taryba (conseil d'Etat lithuanien) dont les origines et les attaches germanophiles sont connues. D'autre part, le gouvernement allemand agit par l'intermédiaire des 500.000 Lithuaniens entièrement germanisés de Prusse orientale, partisans d'une union lithuano-prussienne. Malgré la présence à Kovno des missions interalliées, les Allemands continuent à y exercer une influence décisive. Des agents allemands font constamment la navette entre Berlin et Moscou, et notamment M. Rothnagel, président du « Soviet allemand » à Moscou. Un certain baron Merk, directeur de la police de l'Ober-Ost au temps de l'occupation allemande, réside ouvertement à Kovno en qualité de ministre de Guatemala. Le baron Merk est spécialement préposé pour maintenir en Lithuanie un esprit hostile à la Pologne et à l'Entente. Plusieurs officiers allemands occupent dans l'armée lithuanienne des postes importants. Le major Baibech, aide de camp du commandant en chef de l'armée lithuanienne, est un Allemand. Allemand aussi le capitaine Hamse, chef de l'Etat-Major général. L'influence allemande en Lithuanie ne fut pas étrangère à l'échec de la conférence baltique où les délégués lithuaniens avaient proposé une convention militaire dirigée, en premier

plan contre la Pologne. C'est également à la suite de ses attaques allemandes que la Taryba a refusé d'aider les Lettons contre l'agression de Bermondit.

Il est à noter également qu'il y a, en Prusse Orientale, toute une armée régulière forte de 45.000 hommes et prête à intervenir en Lithuanie le cas échéant. Ce corps d'armée peut être appuyé par les troupes « balliques » de Bermondit, cantonnées près de la frontière, et par plusieurs formations de « gardes civiques » et de la « police de sûreté ».

— Inertie de la commission anglo-italienne.

Les communiqués de Dantzig constatent qu'aux événements de la Ruhr correspond une aggravation très sensible de l'état de choses dont les Polonais ont à souffrir dans les districts plébiscitaires de Prusse Orientale. Ils ont été très émus par la nouvelle de l'attentat récent commis à Olsztyn, où la foule allemande, malgré la présence de la commission interalliée, a insulté le drapeau arboré au siège du consulat général polonais.

La population polonaise a remis à la commission interalliée un memorandum où elle réclame avec fermeté le bénéfice des stipulations expresses du traité de Versailles, c'est-à-dire la garantie de ses éléments en face de la persécution allemande chaque jour plus audacieuse. Ce memorandum n'a pas encore été suivi d'effet.

La commission interalliée est anglo-italienne par sa composition. Son chef est le général britannique Remy. Sur les 700 hommes dont elle dispose, Anglais et Italiens, elle en a gardé 600 auprès d'elle, à Olsztyn même, et a réparti le reste entre les dix districts plébiscitaires, soit 10 hommes par district. Ces forces dérisoires laissent toute liberté à l'action allemande, d'autant plus que tous les fonctionnaires allemands ont été laissés à leur poste. Les formations militaires allemandes, déguisées en corps de police, se développent rapidement. Fonctionnaires et soldats obéissent aux instructions de l'« Union des patriotes prussiens de Prusse Orientale », dont le siège est à Berlin. Les Polonais subissent, sous les yeux de la commission interalliée, un régime d'oppression plus pesant qu'au temps de l'Empire. Ils s'étonnent de plus en plus de l'inertie dont fait preuve la commission anglo-italienne d'Olsztyn.

Les journaux de Berlin ne cachent pas leur satisfaction de cet état de choses. Ils ne demandent que de hâter le jour du plébiscite.

— Un accord polono-ukrainien.

La presse commente vivement la publication par le journal ruthène *Vpered*, paraissant à Lwow, d'une prétendue convention polono-ukrainienne impliquant la marche des troupes polonaises dans la direction de Kiew. D'après le journal conservateur *Czas*, généralement bien informé, aucune décision n'a été encore prise par le gouvernement de Varsovie. Celui-ci, quoiqu'il ne cache pas ses excellentes dispositions à l'égard de l'autonomie ukrainienne, se heurte toujours à l'absence d'un pouvoir régulier en Ukraine et à l'anarchie qui met aux prises divers éléments de ce pays. Pour caractériser le désarroi qui règne dans l'opinion ukrainienne, le *Czas* fait remarquer que le *Vpered* préconise en même temps l'entente avec la Pologne et le rapprochement de Petlura avec Rakovsky, chef des Soviets de Kiew. Les Polonais auraient donc des raisons importantes de ne pas s'engager à la légère dans une action sérieuse aux côtés d'éléments tellement instables.

Il est intéressant de noter que sur ce sujet les réserves des milieux conservateurs polonais concordent avec celles des organes socialistes comme le *Naprzod* et le *Robotnik*.

— A l'autorité de M^{sr} Ratti, nonce apostolique.

La *Gazeta Polska* dit savoir que le clergé catholique de la région plébiscitaire de Warmie sera soustrait à l'autorité de l'évêque de Warmie et soumis à celle de Mgr Ratti, nonce du pape en Pologne. Mgr Ratti est déjà à la tête du clergé de la Haute-Silésie.

Le même journal donne d'autre part une description des émouvantes funérailles du patriote mazurien Linka que les autorités allemandes ont arrêté après son retour de Paris où il était allé se plaindre des violences des Allemands. Lors des troubles sanglants organisés par la soldatesque allemande à Olsztyn, Linka fut si brutalement maltraité, qu'il succomba peu après. Ses compatriotes lui ont fait des obsèques nationales grandioses, et il est caractéristique que le pasteur allemand d'Olsztyn n'ait pas permis de prononcer des discours polonais sur sa tombe.

— Une convention entre la Pologne et l'Autriche.

Les journaux polonais publient quelques détails au sujet de la convention commerciale qui vient d'être conclue entre les gouvernements polonais et autrichien. La Pologne s'engage à fournir à l'Autriche 12.000 tonnes

de charbon par mois, 30.000 tonnes de naphthes, en outre 200 wagons d'œufs, de viande, du plomb, du bois, de la tôle, etc. La Pologne recevra en échange des machines agricoles, du matériel de guerre, du papier, des camions automobiles. Le paiement se fera en partie en monnaie polonaise et en partie en monnaie autrichienne. Cette convention est entrée en vigueur le 1^{er} avril et ne restera en vigueur que pendant six mois. Elle pourra être prorogée à l'échéance.

— Protestation du Gouvernement polonais.

Le gouvernement polonais s'est ému des conditions singulières dans lesquelles la commission anglo-italienne a fixé au 27 juin la date du plébiscite en Prusse Orientale. Aucune des clauses du traité concernant les modalités du plébiscite n'a été exécutée et la terreur allemande s'exerce contre la population avec une violence pire que sous l'ancien régime. En outre, les formations militaires prussiennes qui devaient être licenciées selon la lettre du traité, continuent à se livrer à des exactions que la commission anglo-italienne, disposant d'un millier d'hommes à peine, s'avoue incapable de réprimer.

Dans ces conditions, le Conseil des ministres polonais a décidé d'intervenir auprès de la Conférence des Ambassadeurs des puissances de l'Entente en réclamant l'ajournement du dit plébiscite et l'exécution stricte des clauses du traité, c'est-à-dire, le respect des droits de la population polonaise et la suppression de l'administration et de la police prussiennes dans les territoires plébiscitaires.

ÉCHOS

— Concert polonais.

Une grande manifestation artistique polonaise aura lieu le jeudi 13 Mai, à la salle Gaveau, sous le patronage de M. le Comte et Mme la Comtesse Maurice Zamoyski et d'autres personnalités de la société franco-polonaise de Paris. Nous publierons prochainement le programme de cet intéressant concert auquel prendront part Wanda Landowska et Bronislaw Huberman; M. Romanichin, élève bien connu de Jean de Reszké, chantera des mélodies polonaises de Zelenka, etc.

EN PRUSSE ORIENTALE

On mande de Dantzig : D'après les graves nouvelles qui arrivent de la Prusse Orientale, la Commission interalliée, chargée d'administrer les régions plébiscitaires, se trouve débordée et incapable d'assurer l'exécution des clauses du traité. Les commissaires, n'ayant à leur disposition que deux bataillons anglais et trois italiens, ont non seulement renoncé à se charger de l'administration du pays, conformément à la lettre du traité, mais encore ils n'ont pu procéder à la dissolution des formations militaires prussiennes qui continuent à terroriser et à maltraiter la population.

D'autre part, la presse allemande se montre rassurée par avance quant aux résultats du plébiscite. Le « Berliner Tageblatt » déclare qu'il faudrait être fou pour contester l'imminence de la victoire allemande. La pangermaniste « Gazette de Silésie » vante l'aménité des commissaires anglais et exalte l'activité de la « Heimatswehr » qui, recrutée parmi les anciens soldats et commandée par les officiers de l'active, pénètre dans les salles de réunions polonaises et chasse les participants à coups de bâtons et de crosses.

La population polonaise locale s'est émue de cet état de choses qui rend illusoire l'épreuve du plébiscite et constitue une grave violation du traité. Le consul général de Pologne à Olsztyn, M. Lewandowski a déclaré, au cours d'un entretien avec le président de la commission interalliée, que la terreur prussienne n'a fait qu'augmenter depuis l'arrivée de ladite commission, dont les dispositions, concernant le désarmement de la milice allemande, sont ouvertement bafouées et raillées par la soldatesque plus insolente que jamais.

Il est certain que le traité de Versailles se trouve méthodiquement entamé et effrité en Prusse Orientale où les efforts allemands ne trouvant aucune résistance sérieuse de la part de la Commission interalliée, tendent à conserver dans son intégrité le fief principal des

Hohenzollern et la plus importante base stratégique vis-à-vis de la Pologne.

A moins que les Alliés ne se décident à renforcer leurs effectifs dans les pays de plébiscite et à veiller sérieusement à l'exécution de leurs propres décisions, on peut considérer que le nouvel ordre européen se trouve en Prusse Orientale, à la veille d'être irrémédiablement compromis.

UN EMPRUNT POLONAIS EN AMÉRIQUE

En même temps que les informations du front de Pologne nous apportaient la nouvelle de la grande victoire que les troupes polonaises venaient de remporter dans cette région sur les bolcheviks, un câblégramme de New-York nous faisait connaître un succès non moins grand, d'un autre genre, obtenu par la Pologne aux Etats-Unis. Il s'agit d'un emprunt polonais contracté dans ce pays par l'intermédiaire d'un consortium financier américain avec l'autorisation du gouvernement de Washington.

L'emprunt est de 250 millions de dollars. Il sera émis au pair, en obligations 6 0/0 remboursables dans vingt ans, le consortium prélevant sur les sommes souscrites 5 0/0 soit 1 1/2 0/0 à titre de commission et 3 1/2 0/0 pour frais de publicité.

Sans être excellentes, ces conditions ne sont certainement pas, par le temps qui court, trop onéreuses. Elles n'auraient même rien de très banal s'il s'agissait d'un pays comme, par exemple, la Belgique. Mais elles méritent d'être particulièrement soulignées lorsqu'il s'agit de la Pologne, victime de la triple défaite russe, autrichienne et allemande et une des régions d'Europe les plus éprouvées par la guerre.

Ainsi, malgré la situation très difficile où elle se trouve de ce fait, la Pologne a réussi quand même à emprunter une somme qui, au cours actuel du franc, se chiffre par plus de trois milliards, et cela, nonobstant une certaine campagne qui a eu des échos jusque dans la presse française. Bien mieux, ce crédit lui a été consenti aux Etats-Unis, pays dont les financiers n'ont pas précisément pour habitude de s'engager à la légère vis-à-vis de l'étranger, et il l'a été à des conditions relativement favorables. De sorte que si, après de longs pourparlers, le consortium américain a fini par conclure la transaction en question, c'est que, après enquête faite, il a dû se convaincre, malgré l'action contraire de certains milieux, des grandes possibilités d'avenir qu'offre la Pologne ressuscitée grâce à la vitalité et aux qualités de travail et d'organisation du peuple qui l'habite.

Aussi ne semble-t-il point exagéré de voir dans la réussite de cet emprunt un grand succès financier polonais. Considérée du point de vue de la campagne antipolonaise à laquelle nous venons de faire allusion, elle est même beaucoup plus qu'un grand succès financier : elle est aussi une grande victoire morale.

Chronique financière

Il y a peu de choses à dire sur la tenue de notre marché lequel, loin d'obéir à une tendance précise quelconque, patauge dans l'incertitude et dans le doute. Les brusques et violentes fluctuations du change empêchent toute évaluation logique de la valeur intrinsèque des titres et paralysent le mouvement spéculatif. Quelques valeurs échappent cependant à la règle générale et s'inscrivent en hausse, notamment la *Royal Dutch* que nous avions laissée à 59.000 et qui vaut 62.000 après avoir effleuré le cours formidable de 69.000, ainsi que la *Shell Transport* qui de 675 s'envole à 750 : nous n'avons jamais cessé de recommander ces excellents titres dont la hausse n'a pas dit son dernier mot.

Parmi d'autres valeurs de pétrole, signalons l'avance sensationnelle de la *Bakou* à 4.500 venant de 3.000 et de la *Colombia* à 4.200.

Les valeurs polonaises sont stationnaires sauf la *Boryslaw* qui reprend vigoureusement à 310, ex-droit de souscription.

Les derniers cours de Varsovie se présentent ainsi :

Banque de Commerce	1.775
— d'Escompte	2.105
Starachowice	10.000
Lilpop	3.500
Rudzki	3.400
Firley	560
Zyrardow	1.300
Sucr. Varsovie	3.750

PAUL LANDOWSKI.

MEMENTO

Mamy wszystko....

Mamy już wszystko lub, lada dzień, będziemy mieli wszystko to, co jest przywilejem, prawem najbardziej cywilizowanych ludów...

Jeszcze kilka miesięcy, a może kilka tygodni tylko, pracy ustawodawczej i Polska nasza stanie w promieniach złotej wolności...

I nie dość, Stany Zjednoczone, Francja, nawet już nie mówiąc o zacofanej, zastygłej w przesądach klasowych i lordowskich przywilejach Anglii, pozostaną o kilka lat z nami, w tyle...

My pójdziemy naprzód!

Tak, tak, spójrzmy jeno na olbrzymi plon.

Rzeczpospolita demokratyczna. Pięcioprzymiennikowa ordynacja wyborcza. Równouprawienie kobiet... Ośmiogodzinny dzień pracy. Ochrona pracy małoletnich. Asekuracja pracy. Wolność jaknajwiększa zrzeszeń, stowarzyszeń, syndykatów i strajków. Zniesienie stanów. Tolerancja religijna i wolność sumienia. Samorządy wojewódzkie, miejskie, powiatowe i gminne. Niezawodnie obieralność sędziów, nietykalność mieszkań. Zmniejszenie obszarów wielkiej własności... Powszechne nauczanie. Rozkwit kooperatyw. I dla każdej energii, każdej inicjatywy, każdej dobrej woli, każdego światopoglądu otwarte szranki.

I dalej i później, wcielanie w artykuły praw każdej myśli, niosącej ludzkości dobrodziejstwa, opiekę maluczkich, podźwiganie upośledzonych...

Taką oto Polskę budujemy i sobie i całemu światu.

Dokonałiśmy zaś już tyle, że gdyby dzisiaj kataklizm dziejowy chciał Ojczyznę naszą w nową niewolę pogrążyć, to z tego, cośmy już uchwalili, postanowili, na całe wieki następnym pokoleniom starczyło by na ducha wiary, ducha hardości, jaką to Polska mogła by być, gdyby nie niegodziwość piekielne złych sąsiadów.

Lecz że sprawiedliwość pokarała ciemiężycieli naszych, przeto ta nasza złota wolność, ufamy głęboko, ma przed sobą przyszłość potężną, wielką.

Obywatel polski stanie się niebawem szczęśliwcem, wybrańcem, najbardziej wolnym pośród wolnych. Inni będą jeszcze długo spierali się i

domagali tego, co on, polski obywatel, wziął bez wysiłku, bez walki, bez zgrzytów.

Inaczej stać się nie mogło nawet. Naród polski tyle wycierpiał, tyle namęczył się, natęsknił, napłakał, najęczał w okowach, że, w godzinie wyzwolenia, rad by pełnemi garściami brać nadań, praw, statutów, aby mrowie uczuło nareszcie, że jest wyzwolonem, że jest panem u siebie.

Mamy więc wszystko, lecz nie dość konstytucję uchwalić, prawa ustanowić, nie dość przepisów nakoncyptować, trzeba jeszcze tą konstytucję, te prawa i te przepisy nie tylko wprowadzić w czyn, lecz trzeba jeszcze murem przy nich stanąć, trzeba stanąć na strażnicy granic tej Ziemi złotej wolności, trzeba Ziemię tą przejąć wysiłkiem trudu zbiorowego.

Najlepszy rząd, najzacieńszy naczelnik niezego nie dokonają, jeżeli masy pracujące obywateli opuszczą ręce, jeżeli gleba będzie leżała odłogiem, jeżeli warsztaty będą milczały, jeżeli wszyscy spolem nie zabierzemy się do twardej, powszedniej pracy.

Nawet złota wolność łączy się z obowiązkiem. Aby wprowadzić w czyn dobrodziejstwa, płynące z wyzwolenia naszego, aby władzy naszej dać moc czynu, moc czuwania zewnętrznego i wewnętrznego, siłę do wykonywania praw i przestrzegania praw, trzeba ku temu pracy, pracy i ciągłej pracy... Jeżeli nasze spichrze będą puste, nasze obory i stajnie próżne, niwy nie zasiane, jeżeli wszystkie kółka i kółeczka maszyny wytwórczej nie ruszą z miejsca, wówczas najszlachetniejsze dążenia, najwspanialsze uchwały staną się martwą literą... Ubogi skarb Rzeczypospolitej nie będzie miał środków nie tylko na emeryturę dla wysłużonych pracowników, na opiekę dla wdów ale nawet na abecadła dla kroci działy polskiej, dla wyrwania ciemnocie milionów analfabetów...

Mamy wszystko... lecz aby ta złota wolność nie stała się znów nowym mytem, nowym wspomnieniem historycznym, do jakich porywów ideowych naród polski jest zdolny, — trzeba iść między lud i wołać, aby się ocknął, aby oczy rozwarł i pracy gorączkowej się jał.

Wac. Gas.

FAWORYZOWANIE CZECHÓW

P. A. T. donosi z Cieszyna:

Nagle i niespodziewanie ogłosiła komisja plebiscytowa w Cieszynie, za pośrednictwem czeskiego Biura prasowego, warunki głosowania i łączące się z nimi przepisy wykonawcze.

Ogłoszenie to nastąpiło w chwili, gdy rada narodowa, reprezentująca całą polską ludność Ślązka Cieszyńskiego, na plenarnem posiedzeniu powzięła jednomyślnie uchwałę, protestującą przeciw plebiscytowi, przy obecnym braku bezpieczeństwa w zagłębiu węglowym. Stanowisko to rady narodowej jest zgodne ze stanowiskiem wszystkich kompetentnych czynników w Warszawie, w szczególności sejmowej komisji spraw zagranicznych, która, na ostatnim swoim posiedzeniu, tyżącym się sprawy plebiscytu w Cieszynie, zażądała, aby delegat rządu w Cieszynie stanowczo oparł się ustanawianiu jakiegokolwiek terminu ustalania list wyborczych i plebiscytu dopóty, dopóki nie będą zapewnione warunki bezpieczeństwa dla ludności polskiej.

Te warunki dotychczas nie są zapewnione, a mimo to komisja plebiscytowa ogłasza dziś ustawę o głosowaniu, w której określa termin

wystawienia list wyborczych na d. 30-ty b. m. Poza tem, urzędowe warunki głosowania okazują wyraźnie tendencję faworyzowania Czechów. Charakterystycznymi w tym względzie są 2 artykuły ustawy:

Według art. 1 prawo głosowania będzie służyło wszystkim osobom, które uzyskały prawo obywatelstwa w Rzeczypospolitej czesko-słowackiej, osobom zaś, które uzyskały obywatelstwo polskie, tylko o tyle, o ile pochodzą z dawnego zaboru austriackiego. Wyłączone są od głosowania wszystkie osoby, posiadające obywatelstwo polskie z zaboru pruskiego lub rosyjskiego.

Z tego wynika, że obywatele czesko-słowaccy, pochodzący ze świeżo przyznanego Czechom okręgu huleczyńskiego będą głosowali; natomiast wszyscy Polacy z Górnego Ślązka, Poznańskiego i Królestwa prawa głosowania nie mają.

Jest rzeczą, według zasad słuszności, nie do usprawiedliwienia, aby obywatel Polski, mieszkający na Ślązku Cieszyńskim, nie miał wcale głosu, gdy chodzi o przynależność kraju, który obrał dla siebie, jako stałe miejsce zamieszkania, gdy prawo głosowania przyznane jest wszystkim obywatelom państwa czeskiego.

Cyfirowo przedstawia się ta sprawa w ten sposób, że po stronie czeskiej występuje okragło 13 milionów ludności, t. j. cała ludność państwa

czesko-słowackiego, gdy po stronie polskiej ludność, z której rekrutują się uprawnieni do głosowania, ogranicza się do mniej więcej 4 milionów Polaków z Galicji i Ślązka Cieszyńskiego, gdyż Rusinów galicyjskich nie można tu brać w rachubę.

Art. 6 y zawiera przepis, że nieobecność na terenie plebiscytowym, wywołana służbą w armjach ententy, nie będzie brana w rachubę. I ten przepis faworyzuje Czechów, jeśli się uwzględni, że Czesi tworzyli legjony czeskie, które są uważane za część armji ententy. Prawda, że i my mamy naszych ochotników, i myśmy tworzyli także legjony własne, którym ten przywilej nie będzie służył. Dlatego o wiele racjonalniej byłoby, gdyby komisja międzysojusznicza była traktowała sprawę plebiscytu nie z punktu widzenia zwycięzcy i aby uważała wogóle nieobecność, wywołaną służbą wojskową, za nieobecność nie mającą na prawo głosowania żadnego wpływu.

PIERWSZA UTARCZKA

Zgoda, organ oficjalny potężnego Związku Narodowego Polskiego w Stanach Zjednoczonych, w numerze swym, z dnia 25 marca r. b., zamieszcza artykuł niejakiego p. Adama Znajmieckiego p. t. «Decydująca chwila», poświęcony rozegrać się mającej, w najbliższej przyszłości, walce wyborczej przy obsadzaniu stanowiska Prezydenta Rzeczypospolitej. Z uwagi na organ, w którym się ten artykuł ukazuje, artykuł pomieniony nabiera szczególniejszego znaczenia, ilże Związek Narodowy Polski liczy zgórą 150.000 karnych i zwartych członków, rozporządza olbrzymimi funduszami i posiada, w tej chwili, już filje swoją w Warszawie.

Oto co pisze p. Znajmiecki:

«Jak widać z pism starokrajskich, oraz prasy polskiej w Ameryce, to chwila decydująca czyli wybory prezydenta Rzeczypospolitej Polskiej się zbliżają. Naród polski, po stu pięćdziesięciu latach, będzie święcił dzień ten, jako jeden z najtryumfalniejszych dni w życiu odrodzenia narodu, a także zadecyduje o własno-władztwie swej niepodległości, swej samoistności: z dniem tym jednocześnie uwieńczy jednego z kandydatów imieniem prezydenta Rzeczypospolitej Polskiej. Jak wiadomo nam, że nie głos wychodźtwa będzie decydował o wyborze prezydenta, lecz z drugiej strony trzeba przyznać, że, choć nie mamy prawa decydować, ale, jako synowie tej samej matki-Polski, mamy prawo do wydawania opinji.

«Od pierwszej chwili światowej wojny, od chwili kiedy Polska znalazła się w tym koncercie odrodzenia ludzkości całego świata i ukształtowania kuli ziemskiej, razem z innymi narodami stanęła do walki o wolność. Na czele narodu polskiego stanęło dwóch mężów o patriotyczno-wolnościowym duchu: Ignacy Jan Paderewski i Józef Piłsudski. Tych to dwóch mężów, a synów Polski wywalczyło wolność dla całego narodu polskiego, bądź to bronią, bądź to niepospolitą dyplomacją i od tej to chwili datuje się okres historyczno-wolnościowy narodu polskiego. Widzieliśmy ich gorącą miłość, widzieliśmy jak nieugięci pracowali dla wyzwolenia z rąk niewoli trzech zaborców ukochaną matkę-Polskę, to też za ich mozolną i pracę, położoną na ołtarzu Ojczyzny, słusznie, że naród jednego z tych dwóch wybierze na dalszego kierownika nawa państwową. A ponieważ zdawałoby się, że jak Paderewski tak i Piłsudski mają jednakowe zasługi, więc i obaj mają pierwszeństwo do prezydentury polskiej, ale jak w żadnym

państwie niema dwóch prezydentów tak i w Polsce być nie może, więc muszą nasi bracia wybrać jednego... A ponieważ — napozór jakoby za nimi jednakowe przemawiały zasługi, to z drugiej strony, gdy przejrzymy ich czyny to zaraz nam same odpowiedzą: Nie! Dlaczego?... — Każdy o tem wie doskonale, że Polska nie potrzebuje prezydenta li tylko żeby umiał szabelką wywijac... ale również potrzebuje, aby był znany całemu światu cywilizowanemu. Polska nie potrzebuje takich prezydentów, aby najprzód składać ofiary na wykupno ich ojcowizny, chociaż z jednej strony możemy przez to powiedzieć, że to dowód ufności, popularności, to z drugiej strony możemy powiedzieć śmiało, że Polacy są litościwi, więc zlitowali się nad narzecznikiem prawdopodobnie, że to drugie powołano Polaków do składek, bo wiemy o tem dobrze z historycznego punktu widzenia, że Polacy byli zawsze miłośnikami — litościwi, co właśnie przyczyniło się częściowo do upadku Polski. Król Kazimierz zlitował się nad synami Izraela, za to mamy dzisiaj w Polsce zamęt i jeszcze nazwali Polaków pogromcami. Kiedy król Sobieski zlitował się nad chrześcijańską Austrią, to ona za to stała się tym samym wrogiem — zaborem, nawet sąd wersalski nie litował się, stąd wypływa nauka ta, że nie warto litować się nad nikim.

« A więc nie z litości, ale z czynu, zabieg, które są znane całemu światu, takiego powinna mieć Polska prezydenta, jakim jest Ignacy Jan Paderewski. »

Nie uważamy za właściwe komentować wywody p. Znajmieckiego, które wogóle w argumentacji są bardzo niefortunne, podkreślamy natomiast jego wywód ostateczny, który aż nadto dowodnie świadczy, że kandydatura Ignacego Paderewskiego na godność Prezydenta Rzeczypospolitej będzie postawiona i że będzie gorąco popierana przez większość Polaków ze Stanów Zjednoczonych. W tej chwili jest to słaby odgłos zbliżającej się walki wyborczej. Walka ta unormuje, osłabi lub wzmocni potężnie, sama procedura wyborów. Inaczej mogą wypaść, jeżeli Prezydenta będzie wybierał Sejm z przyszłym Senatem a inaczej, jeżeli wyboru dokona powszechne głosowanie.

Administracja i księgarnia POLONII otwarte są codziennie, za wyjątkiem niedziel i świąt, od godziny 2 do 6 po południu.

RADOŚĆ GDAŃSZCZAN

Magistrat gdański nareszcie zdecydował się oddać Polakom lokal szkolny przy Johanniskirchhof. Nie mógł, pomimo całej nienawiści radnych Niemców-hakatystów, postąpić inaczej. Aljanci w Gdańsku, są, więc patrzy i widzą, co się dzieje w tym « mieście wolnym ». Pozory liberalizmu trzeba zachować wobec cudzoziemców, dziś zresztą miarodajnych dla Gdańska. Ząd ten czyn: polska szkoła.

Jakaż to zmiana losu! Jeszcze dwa lata, rok nawet temu, w magistracie nie myślano o tem, że w Gdańsku powstanie szkoła polska, że w ten sposób setki dzieci polskich gdańszczan nie będą już dłużej poddawane eksperymentom germanizacyjnym, że nadto i na wpół zniemczona dziatwa będzie miała sposobność się odniemczyć.

Radość polskich gdańszczan, z racji tej uzyskanej szkoły, jest wielka, jest nawet większa, niż nam się w rdzennej Polsce wydawać może.

Polacy gdańscy uważają, że ta szkoła, pierwsza — to początek szkolnictwa polskiego na gruncie tutejszym, że magistrat zostanie, siłą okoliczności, zniewolony do poszukania dla dziatwy polskich gdańszczan innych jeszcze lokali szkolnych.

Co będzie, zobaczymy. Tymczasem Polacy gdańscy z pewnością najserdeczniej zajmą się tą swoją pierwszą szkołą. Lokal jej nie najlepszy, ma jednak swoją wielką zaletę: położony jest w śródmieściu.

Oczywiście, dla Polaków gdańskich, mieszkających przeważnie na obrzeżach miasta nie jest naprawdę zaletą to położenie szkoły centralne, ale trudno — trzeba korzystać z tego, co się ma.

Korzystać i czekać.

Jżeli się okaże, a okaże się niewątpliwie, że dzieci polskie w wieku szkolnym jest więcej, niż jedna szkoła pomieścić może, to magistrat musi dać drugą i trzecią — i w takich okęgach miejskich, gdzie się zaczyna potrzeba.

W tej chwili oto co jest ważne: Wyłom w jednej z twierdz hakatystycznych Gdańska zrobiony!

NOWINY POLITYCZNE

— Zamknięcie granicy Granice Polski zostały zamknięte na przeciąg czasu, od dnia 17 do 27 włącznie, zarówno dla komunikacji pasażerskiej, jak i wszelkiej innej. Jesteśmy więc, chwilowo, od Polski odcięci. Zarządzenie to, stosowane podczas wojny ostatniej w elokrotne przez mocarstwa wojujące, które w ten sposób odcinały się od państw neutralnych, zostało spowodowane niezawadnie potrzebą chwilowego wzmocnienia ruchu wewnętrznego a poniekąd potrzeba uciszenia chwilowej gąłłiwości przeróżnych korespondentów, wywiadowców czy poprostu szpiegów. Należy przeto zarządzić to poczynać raczej za dokument poczucia siły naszego rządu i energii.

Oczywiście Rodacy, wybierający się do kraju, muszą wyjazd swój opóźnić, komunikacji bowiem nie ma aż do dnia 27 kwietnia.

KONGRES URBANISTYCZNY W LONDYNIE

Polskie Koło Architektów-Urbanistów w Paryżu nadsyła nam następujące dane, dotyczące odbyć się mającego, w czerwcu roku bieżącego, Międzynarodowego Kongresu Urbanistycznego w Londynie.

Inicjatywa zwołania M. K. U. powzięta została na pierwszej międzynarodowej konferencji urbanistycznej w Paryżu, 11, 12, 13 czerwca 1919 roku, z udziałem delegatów z Ameryki (Stany Zjednoczone), Anglii, Belgii, Francji, Norwegii, Szwajcarii i Polski (z Warszawy architekt: K. S. Jakimowicz, A. Jawornicki, W. Michalski i J. Nagórski; członkowie P. K. A. U. w Paryżu, architektki K. Jurgielewicz i A. Szklarska).

National Housing and Town Planning Council, w osobie swego sekretarza, znanego w całej Europie ze swej energicznej działalności na rzecz urbanizmu, H. K. Aldridge a, podjęła się zorganizowania Kongresu na wielką skalę, w r. 1920, w Londynie.

Prace organizacyjne M. K. U. zostały ukończone.

Kongres odbędzie się pod przewodnictwem premiera, Dawida Lloyd George'a, b. premiera H. H. Asquitha i b. ministra, A. J. Balfoura, — od dnia 3 do 14 czerwca rb., w Hall Central Westminster.

Do miejscowości, w których dokonano (lub rozpoczęto) prac zabudowania, na mocy prawa lipcowego 1919 (Housing and Town Planning Act of July 1919).

Ustalony, w porozumieniu z ministerjami: Zdrowia publicznego, Handlu, Transportów i Pracy i innych zainteresowanych organów rządu angielskiego, program Kongresu obejmuje:

Deputy (w języku angielskim lub francuskim).
I. Środki, mające na celu nadanie kwestjom zabudowania miast i mieszkaniowej charakteru i doniosłości spraw narodowych: 1° Prawodawstwo różnych krajów, dotyczące planów zabudowania i sprawy mieszkaniowej w okresie wojennym. 2° Środki prawodawcze i finansowe

sprzyjające racjonalnej polityce urbanistycznej. 3° Obowiązek Rządów i Władz Miejskich, połączone z ostatecznym rozwiązaniem wszechświatowego kryzysu mieszkaniowego.

II. Przygotowanie i wykonanie programu akcji, zabezpieczającej każdej rodzinie normalne warunki mieszkaniowe: 1° Program ten wykonany być winno we wszystkich krajach w ciągu lat 20 przez rządy w ścisłym porozumieniu i z udziałem władz miejskich. 2° Każda rodzina winna posiadać własne mieszkanie zgodne z wymaganiami higieny, komfortu, zdrowego otoczenia i przyjemnego sąsiedztwa.

III. Minimum warunków sprzyjających normalnemu rozwojowi życia rodzinnego: 1° Minimum terenu pod mieszkanie zamożnej rodziny robotniczej. Sposoby budowy w zależności od terenu i rodzaju zabudowywania: jednorodzinne domy (cottage), bądź też blok mieszkie z uwzględnieniem higieny i komfortu, do których mają prawo wszyscy członkowie w kulturalnym społeczeństwie.

IV. Standardyzacja budownictwa mieszkaniowego. Nowe materiały, ich użycie i środki, skierowane ku rozpowszechnieniu się nowych sposobów budowania i używania nowych materiałów.

V. Plany zabudowania dla miast i wsi według okęgów, dzielnic, krajów 1° Postępy w dziedzinie zabudowywania i transformacji miast i wsi, w celu zastosowania tychże do wymagań nowegożsiego życia. 2° Zależność pomyślnego rozwoju kraju we wszystkich dziedzinach od racjonalnie wykonanych planów zabudowywania miast i wsi, w związku z nowymi udoskonaleniami i udzieleniem środków komunikacji i transportu, niezbędnych do obsłużenia potrzeb kraju, dzielnicy, okolicy, miasta i wsi.

Wycieczki:

Najciekawszą część Kongresu stanowią praktyczne demonstracje amelioracji warunków mieszkaniowych i postępu w dziedzinie rozbudowy miast i wsi.

Tyżeniaczy poświęcony będzie obejrzeniu « na miejscu » i dyskusji nad najbardziej typowymi pracami, przedewszystkiem przez miarodajne czynniki angielskie, w celu zrealizowania projektów, uchwalonych przez Rząd Angielski i gminy miejskie, a mających dostarczyć mieszkańcom Wielkiej Brytanii 500 000 domów, w możliwie najrychlejszym terminie.

Zwzgle tu na niemożliwość znalezienia hotelu w zwiedzanych miejscowościach, dla uczestników Kongresu będą zorganizowane specjalne pociągi. Wychodzące będą codziennie rano z Londynu, wracając będą wieczorem.

Uczestnicy M. K. U. zwiedzają prace, przedsięwzięte w okolicach, na przedmieściach i wewnątrz następujących miast: Bristol, Birmingham, Manchester i Londyn.

Prócz tego, uczestnicy zwiedzają zrealizowane przed wojną: przedmieście-ogród Hampstead i najlepsze przykłady ogrodów-miast jak: Letchworth i Bourville-Village.

Członkowie Kongresu:

Uczestniczyć będą, przez mocarstwa sprzymierzone i zaprzyjznione (z Polską włącznie): Danja, Hiszpanja, Holandia, Norwegja, neutralne Rzeczypospolite Ameryki Południowej, Szwajcarya i Szwecja.

Członkami Kongresu mogą być obywatele wymienionych krajów jako: 1° przedstawiciele rządów; 2° przedstawiciele władz miejskich lub gminnych; 3° delegaci lub członkowie Towarzystw i Związków, mających na celu postępowanie w dziedzinie zabudowywania lub amelioracji warunków mieszkaniowych, i 4° osoby lub osobistości, które oddały wielkie usługi ruchowi urbanistycznemu, wiedzy urbanistycznej, propagandzie urbanistycznej, lub też reformie miast i mieszkań.

Oplata za udział w Kongresie 75 franków lub 2 funty sterlingów i 2 szylingi.

Zgłoszenia o wzięciu udziału wysłane być winny po angielsku lub francusku pod następującym adresem Biura Kongresowego:

M. Henry R. Aldridge, Secretary
Inter-Allied Congress

41, Russel Square, 41, London — W. C. I. — Kongres odłożony ani odwołany nie będzie. H. R. Aldridge, w imieniu organizatorów Kongresu, prosząc nas o powiadomienie kól i osób, interesujących się sprawami, związanymi z urbanizmem w Kraju, w liście swym z d. 9 Marca r. b., oświadcza, iż delegaci z Polski będą mile i serdecznie widziani.

Spełniając zlecenie organizatorów Kongresu, zawiadamiamy zainteresowane czynniki o M. K. U. i prosimy o wysłanie delegatów do Londynu.

Wszelkich dodatkowych informacji chętnie udziela Koło nasze.

Zbytecznym jest, z naszej strony, dodawać iż obecność i udział delegatów z Kraju będą nie tylko pożądane, pożyteczne i niezbędne dla powagi naszej kultury, jako przejaw żywotności odrodzonego państwa krzysłni wpływający na opinię o nas czużowców, przyczyniający się do zwalczania legendy o niezadobrości naszej w przeżyciach i ujawniający łączność kultury polskiej z kulturą zachodnią europejską. — lecz również i ze względu na praktyczne korzyści, jakie delegaci osiągną przez udział w pracach Kongresu.

Między innymi delegaci będą mieli możliwość: 1° Stwierdzić de visu: a) doniosłość sprawy zabudowania i regulowania rozrostu miast i wsi dla postępu ekonomicznego, społecznego i moralnego Kraju; b) zdumiewające i budujące wysiłki w dziedzinie rozwoju i organizacji urbanizmu w innych krajach podczas wojny i po wojnie;

2° Zestawić stan naszych miast pod względem higieny, wygod niezbędnych do obsłużenia potrzeb nowoczesnego życia i wyglądu estetycznego ze stanem miast na Zachodzie;

3° Zapoznać się, na konkretnych przykładach, ze sposobami szybkiego wprowadzania w życie postulatów, wysuwanych przez urbanistów świata całego, a które, ze względu na przyspieszoną ogólną ewolucję społeczeństw, wywołaną przez zawieruchę wojenną, zaczynają być, pomimo licznych przeszkód i wielkich trudności, natychmiast realizowane we wszystkich bez wyjątku kulturalnych krajach obu półkuli.

Paryż, w Marcu 1920 r

Za Polskie Koło Architektów-Urbanistów w Paryżu:

A. A. SZKLARSKI, architekt.

— W bolszewickim raju.

Kresowe Biuro prasowe otrzymało list prywatny, wysłany miesiąc temu z Moskwy. Według podanych w tym liście informacji, ceny artykułów pierwszej potrzeby były przed miesiącem następujące:

Chleb razowy 350 rb. funt, słonina 2.000 rb. funt, masło 2.500 rb. funt; mąka żytnia 14.000 pud, kasza tatarska 450 rb. funt; sól 750 rb. funt, nafta 350 rb. pud, 10 sztuk papierosów 70 rb., pudełko zapalek 100 rb., mięso końskie 350 rb. funt, wieprzowe 1.000 rb. funt, wołowe 650 rb. funt, mydło do prania 800 rb. funt, szpulka nici 180 rb., szklanka mleka 100 rb., funt cukru 1.500 rb., funt ziemniaków 100 rb., sześcian drzewa 18.000 rb., podzelowanie obuwia 5.000 rb., ostrzyżenie głowy 75 rb.

Lekarstw niema wcale.

Drewniane domy niemal wszystkie rozebrano na opał.

Koleje w najbliższej przyszłości muszą stanąć, bo więcej się niszczy wagonów i lokomotyw, niż nieliczne warsztaty nastarczą naprawiać.

Kto może, ucieka z Moskwy, gdzie, na każdym kroku, czyha zaraza lub śmierć głodowa.

PROPAGANDA NIEMIECKA

Propaganda niemiecka na terenach plebiscytowych zdołała przejść wszystko, co w tej mierze, tak zwane, polskie Komitety plebiscytowe umiały przedsięwziąć a odnośne Komisje aljankie przewidzieć. Najzaciętszą walkę prowadzą w tej chwili Niemcy o Górny Śląsk. Warto przyrzec się bliżej tej ich robocie minowej.

Bezpośrednią akcję agitacyjną na Górnym Śląsku prowadzi przeważnie « Freie Vereinigung zum Schutze Oberschlesiens » pierwotnie z siedzibą w Opolu, obecnie w Wrocławiu, ponieważ, po przybyciu komisji międzysojuszniczej do Opoli, stał się grunt tamże bardzo gorącym.

« Freie Vereinigung » zmobilizowała przed wszystkim cały sztab płatnych agitatorów. Na jakąkolwiek etykę nie ma oczywiście względów. Część agitatorów jeździ po kolejach, tramwajach i t. d. i bałamuci lud w najstraszniejszy

sposób. Inni chodzą jako przebrani żebracy, twierdząc, że wracają z Polski, gdzie niema żywności, porządku, gdzie jest nieład i niechlujstwo. Wielu przebranych się za wędrownych kupców, którzy sprzedają po wsiach drobne towary, jak igły, nici, sprzęty gospodarstwa domowego; uprawiają przytem wstrętą agitację. Nieraz zjawiają się w szkołach i kółkach podróży, którzy opowiadają dzieciom o różnych krajach, zwłaszcza o najmniej kulturalnym ze wszystkich, o Polsce. Lud jest mało krytycznie usposobiony, nasiąka ową trucizną. Gdyby, bezpośrednio po takiej wizycie agitaora niemieckiego, odważył się ktoś mówić o Polsce, mógłby się narazić na bardzo przykre wymówki, a nawet także na gorsze rzeczy. Jest to podziemna robota w najgorszym tego słowa znaczeniu...

Naturalnych sprzymierzeńców znalazła « Freie Vereinigung » w urzędnikach niemieckich. Liczba ich jest tutaj o tyle specjalnie wielka, że, prócz urzędów państwowych, zajmują oni urzędy w państwowych i prywatnych przedsiębiorstwach przemysłowych, w kopalniach, w wielkich dołach i t. d. Nierazkie są wypadki posługiwania się terorem, kłamstwem, nierzetelnością. Cała administracja spoczywa, niestety, do tej pory jeszcze w rękach niemieckich. Komisja międzysojusznicza naraziła tylko się « namyśla » i « radzi ». Mijają dni i tygodnie, a zmiany nie widać. Nie ma chyba dla narodu polskiego doskonalszej sposobności do ćwiczenia się w ciepliwosci.

Ubolewać należy również bardzo nad epigonami « Reichswehr'y », która dla odmiany przyjęła obecnie nazwę « Sicherheitswehr ». Jest to prawdziwa szarańcza dla kraju. Mężczyźni młodzi, o ponurym, zjadliwym wzroku, wałęsający się po ulicach bez zajęcia i właściwego celu. Lud ich nienawidzi. Według traktatu pokojowego, może komisja « na pewien czas » tolerować policję, składającą się z żywiołów miejscowych. « Sicherheitswehr » jest istotnie pod komendą wojsk koalicyjnych, ma jednakże ściśle przeprowadzoną organizację wojskową pod naczelną komendą, która zależna jest od dowództwa wojskowej koalicji. Jedyną satysfakcją dla widza że każdy « zielonka » kłaniać się musi wojskowemu oficerowi francuskiemu. Powoli wykryto też duże magazyny amunicji, karabinów maszynowych, ręcznych granatów i t. d., które obecnie się kofiskuje, zostawiając członkom « Sicherheitswehr'y » tylko pałasze i rewolwery. Czy jednak wszystko wykryto? W jakim celu gromadzone broń? Utrzymują się uporcezywie pogłoski, że na Górnym Śląsku dojdzie jeszcze do wielkiego rozlewu krwi. A może komisja międzysojusznicza zrozumie, podługiem « namyślaniu się i radzeniu », sytuację i rozwiąże całą tę instytucję.

« Sicherheitswehr » gnębi i niepokoi ludność. Jeszcze powtarzają się często aresztowania, rozwiązywania zebrań, dokuczania działaczom polskim. Lud twierdzi, że nic się nie zmieniło i traci zaufanie, że mogłoby się kiedykolwiek coś zmienić.

Nowego sojusznika znaleźli Niemcy w powracających jeńcach wojennych. Nieprzyjemny to rodzaj ludzi. Pochodzą z polskich rodzin, zgermanizowali się jednak całkowicie. Po polsku nie chcą na ogół mówić, bo nie umieją. Przeklinają niewolę i całą ententę. Każda wieś narażona jest na ich działalność. Dopuszczają się też prawdziwie « bohaterskich » czynów. We Włochach, wiosce w Namysłowskim, weszli na zebranie kółka oświatowego św. Jacka, pobili wielu uczestników, połamali meble i sponiewierali, oplwali ks. Robotę. Godny to zaiste wpływ kultury niemieckiej. Jest to nowy, bardzo niebezpieczny najazd na biedny polski lud górnośląski.

Mówiąc o organizacjach niemieckich, należy wspomnieć o « Landwirtschaftlicher Bund Oberschlesiens », zwanym krótko « Landbund ». Jak się

wspomniało na innym miejscu, włóścianie polscy do tego czasu byli słabo zorganizowani. Fakt ten wyzyskali zniechęceni Niemcy, tworząc po wsiach niemieckie kółka rolnicze rzekomo o charakterze niepolitycznym. Nie trudno jednak jest pojąć, że, w momencie decydującym, organizacje te zdolne są wyzyskać nam jaknajwiększe szkody.

KRONIKA

◊ Salony paryskie.

Pierwszy z dwu tragicznych Salonów sztuki został już otwarty. Pośród wystawiających znajduje się spora garstka naszych malarzy i rzeźbiarzy, przeważają oczywiście znani byłalcy Salonów z czasów przedwojennych. Szczegółowe sprawozdanie z obu Salonów zamieścimy w jednym z najbliższych numerów.

◊ Niespodzianka.

Wskutek zamknięcia granicy Polski, czasopisma, te wogóle białe kruki we Francji, nie nadeszły, natomiast wiele osób, które prenumerowały dzienniki polskie przed wojną otrzymało paczki z pismami z lipca roku 1914... zaopatrzone w prawosławne marki... W ten sposób POLONIA odebrała doskonale zachowane numery « Kraju », « Gońca Łódzkiego », « Kurjera Warszawskiego »... Posyłki leżały niezawodnie na składzie w Niemczech, dzisiaj systematyczność niemiecka wyła je adresatom...

Przestarzałe te dzienniki, z uwagi na przedwojenną atmosferę, są niesłychanie ciekawe... Można czytać je godzinami i śmiać się do rozpuku z niespodzianki, jaką losy wojny zgotowały naszym i nie naszym politykom i mężom stanu... Jeżeli miejsce nam pozwoli, nieomieszamy dać Czytelnikom kilka poprzedniejszych przykładów... humoru mimowdnego.

◊ Osobiste.

Bawi w Paryżu p. Piltz, w drodze do San Remo, gdzie, o ile nam wiadomo, ma wziąć udział w naradach mędzjaljankich, w charakterze delegata Polski.

P. Patek, minister spraw zagranicznych, przybył do San Remo.

◊ Zaślubiny.

W dniu 17 kwietnia, w najbliższym kole rodzinnym, odbyły się w Paryżu zaślubiny p. Edmunda Guttmayera, byłego ochotnika Armji Polskiej, syna znanych a biorących żywy udział we wszystkich pracach społecznych Kolonii, pp. Heleny i Stanisława małżonków Guttmayerów, z panną Georgette Ricard.

Młodej a dorodnej parze zasyłamy życzenia najlepsze.

◊ Poszukujemy.

Poszukujemy Aloizego Morawskiego, który był pracował w Potigny w departamencie Calvados, a który był stąd wywedrował, pozostawiając w Potigny swą córkę, która, od ośmiu miesięcy, nie ma o ojcu swym wiadomości.

Wszystkie osoby, mogące udzielić, w tej mierze, jakichkolwiek wskazówek, proszone są o nadesłanie ich do redakcji POLONII.

◊ Koncert Hubermana.

Dwa ostatnie koncerty znakomitego skrzypka polskiego, p. Bronisława, Hubermana, które odbyły się w dd. 17 i 19 bm., były, bez przesady, istnym tryumfem artysty polskiego. Publiczność zgotowała mu entuzjastyczną owację. Huberman wysunął się w Paryżu na czoło wirtuozów. Jest dziś artystą-skrzypkiem, z którym najwybitniejsi skrzypkowie światowi mogą się zaledwie równać. Charakterystycznym jest, że nieliczni rodacy, którzy, ulegając naszym wezwaniom, podążyli na koncert rodaka, nadesłali nam podziękowania!... Zostali olśnieni, zachwyceni, nieprzypuszczali, niespodziewali się... A przecież Bronisław Huberman, artysta z Bożej łaski, jest oddawna znakomitością. Lecz Kolonja słabo się zna wogóle na tem, co dzieje się w Polsce.

◊ Ofiary.

Nadwyżkę z prenumeraty, nadesłaną przez Wielbego księdza Kanonika Borodzicza z Niecei, w kwocie 4 fr., stosownie do polecenia ks.

KONSULAT POLSKI W STRASBURGU

dla Alzacji i Lotarygji

podaje do wiadomości, że biura jego przeniesione zostały do własnej siedziby 21, avenue de la Liberté, i otwarte są dla publiczności od godziny 10 do 12 w południe. Adres dla pism i przesyłek: « *Consulat de Pologne à Strasbourg* ». Adres telegraficzny: « *Polconsul Strasbourg* ».

HENRYK HUT **FUTRA** wielki wybór wyrobów Kuśnierskich
66, Rue de Provence, PARIS. — Tél.: Trudaine 61-91

Porady prawne, sprawy przed trybunałami: handlowym, pokoju i prud'hommes, etc. przez Adwokata. Zgłaszać się w godz. od 10-ej do 11-ej rano, 3 bis, rue Emile-Allez.

POTRZEBNA natychmiast służąca do wszystkiego, Polka. Zgłaszać się do p. Darkiewicza, 12, rue de la Victoire.

Tłumaczenia, poprawianie błędów, korespondencja, przepisywanie na maszynie. Lekcje polskiego i francuskiego, 3 bis, rue Emile-Allez.

Compagnie Générale Transatlantique PARIS — 6, RUE AUBER

LINJA POCZTOWA Z HAVRU DO NOWEGO-YORKU
Szybkie parostatki
dla podróżujących I^{ej},
II^{ej} i III^{ej} klasy.

Wyjazd z Havru co sobota.

Pociągi specjalne z Paryża do Havru.
Bliższych informacji udziela Biuro
6, Rue Aubert, PARIS

Produits Pharmaceutiques et Chimiques
Herboristerie - Alcaloïdes

Pierre de Nankine, Lowenfeld & C^{ie}
9, rue Richepanse, PARIS (VIII^e)
Tél.: Central 06-27

ZAKŁAD MEBLOWO-TAPICERSKI
S. GUTTMAYER 4, avenue Bosquet
PARIS (VII^e)

Podjekuje się wszelkich robót dekoracyjnych
Odnawia meble starożytne

W KONSULACIE POLSKIM W MARSYLJI

(4, boulv. des Chalets de Nice)
będzie, z dniem 1 czerwca r. b., wolna pasada kancelistki. Wymagana biegłość i poprawność w pisaniu na maszynie po polsku i po francusku, znajomość rachunkowości. Warunki, zależne od umowy. Zgłoszenia do 15 maja r. b. z podaniem *curriculum vitae*.

"SZTANDAR POLSKI"

22, rue Pauquet, Paris XVI.
teleph. Passy 42 93.

Orzelki i odznaki regulaminowe, wojskowe polskie.

CHARLES SEMMEL KUSNIERZ
Création de Modèles

21, Boulevard Maiesherbes, PARIS
Tél.: Élysée 42-56

BANK ZWIĄZKU SPÓŁEK ZAROBKOWYCH w Poznaniu

KAPITAŁ ZAKŁADOWY 60 MILJONÓW MAREK

Oddziały: w Warszawie (1 ulica Jasna); w Gdańsku, Toruniu, Krakowie, Lublinie, Piotrkowie i Radomiu.

Załatwia na najkorzystniejszych warunkach wypłaty w całej Polsce wzamian za franki, wpłacone na jego rachunek w **BANQUE FRANÇAISE, 17, RUE SCRIBE, W PARYŻU.**

Przekazy do 1000 Fr. bez potrzeby zezwolenia "Commission des Changes".

Bliższych informacji udziela Administracja "POLONII", 3 bis, rue La Bruyère pomiędzy 4 — 5 pp.

FOURRURES — PELLETERIES

E. ROSNER & C^{ie}

48, rue du Coli-ée, PARIS (8^e)

Tél.: Élysée 21-46

RESTAURACJA POLSKA w Paryżu 12, RUE DE L'UNIVERSITÉ

Kanonika, przestaliśmy Opiece Polskiej, pozostającej pod przewodnictwem p. M. hr. Zamoyskiej.

Przy sposobności zaznaczamy, że, do czasu powiększenia rozmiarów POLONII, a dalej unormowania prawidłowej komunikacji z krajem, zasadniczo, ofiar i darów na cele publiczne przyjmować nie możemy. Przyjmowanie ofiar bowiem wymaga prowadzenia nie tylko bardzo ciężkiej rachunkowości, otworzenia zabierającej wiele miejsca rubryki, lecz i potrzeby szybkiego komunikowania się z obdarzanymi Instytucjami i odpowiednimi centralami... Podczas wojny, POLONIA zebrała na cele publiczne parę set tysięcy franków!... Powróciwszy, po przymusowej przerwie, na stanowisko, jest jeszcze sama za uboga, aby móżdź sobie pozwolić na koszty prowadzenia rubryki ofiar, zwłaszcza gdy komunikacja pocztowa dzisiejsza wyklucza możliwość szybkiego przesyłania pieniędzy, a więc utrudnia zdobywanie odpowiednich pokwitowań, czyli ten samą wytwarza sytuację drażliwą dla jałmużnictwa.

Za kilka miesięcy, sytuacja się, wierzymy, zmieni, wówczas będziemy mogli śmiało apelować do ofiarności, ileż i sami będziemy mogli ponieść znów wielkie podobnych apelów koszty.

Do sprzedania.

Weteran polski, p. Czajkowski, złożył w naszej administracji do sprzedania, doskonale zachowany, średniego kalibru browning, za sumkę 75 franków, przeznaczając ją na cel dobroczynny polski.

Browning jest do obejrzenia i nabycia w administracji POLONII. Polecamy jego kupno, jako doskonałą okazję.

Orzelki i odznaki.

Proszeni jesteśmy o podanie do wiadomości naszych oficerów i żołnierzy, że orzelki i odznaki regulaminowe wojskowe polskie mogą nabywać bądź w Misji wojskowej polskiej, bądź w firmie « Sztandar Polski », przy ulicy Pauquet, 22.

Oznaki i orzelki odznaczają się nie tylko ścisłością, lecz i wykwintem artystycznym wykonania.

Konsulat polski w Strasburgu.

Zwracamy uwagę na ogłoszenie Konsulatu Polskiego w Strasburgu, który się przeprowadził do własnej siedziby.

Listy bez adresów.

Z dnia na dzień otrzymujemy listy z prośbą o odpowiedź bez adresów... lub z adresami tak nieczytelnymi i niedokładnymi, że ani myśli, aby nasza odpowiedź doszła...

Prosimy więc wszystkich Czytelników o zwrócenie uwagi na ten szczegół... Bo samo nazwisko, nawet Prenumeratora, nie zawsze wystarcza, mamy bowiem nieraz po kilku Prenumeratorów tego samego nazwiska!



ANTIQUITÉS & OBJETS D'ART

J. BAUER

162, Boulevard Haussmann, PARIS - Tél. Élysée 07-71

Kupuje i płaci drogo meble starożytne, brązy, makaty.

FUTRA — WYROBY FUTRZANE

REPARACJE — PRZERÓBKI

S. BESTER

43, rue d'Hauteville — PARIS

L. PROCHMANN KRAWIEC MEZKI
20, B^e Montmartre, 20, Paris
Téléph. Louvre 26-79

BIENEFELD JACQUES

KUPUJE: Perły, Drogie Kamienie, Biżuterje okazyjne.

PARYŻ, 62, rue Lafayette, 62

Téléph.: CENTRAL 90-10

PHOTOGRAPHIE d'ART et de SPORT

PAUL DEMÉZY

9, avenue de la Grande-Armée
PARIS (place de l'Etoile)

Założyciel i Właściciel **B. BRZESKI**

Fotografie artystyczne i paszportowe

LE GÉRANT: P. NEVEU

PARIS. — IMP. LEVÉ, 71, RUE DE RENNES.